

Réseaux sociaux

Les nouveaux tribunaux

Plus une semaine ne se passe sans qu'une polémique éclate, sur Facebook, Instagram et compagnie. Le moindre propos jugé offensant, la moindre attitude considérée comme choquante y est épinglé. Mais il ne s'agit plus uniquement de dénoncer, il faut désormais condamner symboliquement. Nouveau rééquilibrage salutaire de la parole publique ou recul dangereux de la liberté d'expression ?

PAR MÉLANIE GEELKENS - ILLUSTRATION : JULIEN KREMER

C'était censé parler de force maléfique, d'une ville cachant un secret et d'une ancêtre conjurée des Gullah, un peuple afro-américain de Caroline du Sud et de Géorgie. Mais les fans de l'auteure de science-fiction Alexandra Duncan ne liront jamais ce livre : l'Américaine a retiré son manuscrit, qui devait être publié en 2021. Parce qu'elle est blanche. Et qu'elle écrivait l'histoire d'un personnage noir. Elle avait pourtant défendu son projet, alors que les premières critiques s'enchaînaient sur les réseaux sociaux. Mais l'écrivaine a fini par publier un communiqué, sur Twitter, dans lequel elle affirme s'être rendu compte que sa démarche était nuisible envers cette communauté historiquement persécutée. « Ma vision du monde, limitée en tant que personne blanche, m'a laissé penser que je pourrais,

de manière responsable, dépeindre un personnage de cette culture [...] Je suis profondément honteuse d'avoir commis une erreur de cette importance [...] Je m'excuse de tout cœur d'avoir fait perdre du temps et de l'énergie à tous ceux qui m'ont parlé de ce problème. »

Effacé, le roman. Avant même d'avoir existé. Annulées, les collaborations entre Roméo Elvis et les marques Lacoste et Galler, après que des captures d'écran anonymes ont été diffusées sur Instagram. Des extraits d'une conversation supposée entre une jeune femme et le rappeur, à propos de gestes inappropriés, que le Belge a reconnus. « J'ai cru répondre à une invitation qui n'en était pas une. » Aux dernières nouvelles, aucune plainte n'avait été déposée, ni aucune enquête ouverte.

Appelé à la démission, le ministre français de l'Intérieur Gérald Darmanin, visé par une accusation de viol et →



EN COUVERTURE

→ harcèlement sexuel en 2009, mais qui avait bénéficié d'un non-lieu en 2019. Honnie, la « maman » de Harry Potter J.K. Rowling, pour avoir ironisé dans un tweet à propos d'un article évoquant « les personnes qui ont leurs règles ». « Je suis sûre qu'il y a un mot pour les désigner », a-t-elle écrit, faisant mine d'avoir oublié le mot « woman ». Plus d'un million (!) de réactions ont ensuite déferlé, accusant l'auteure de transphobie (des hommes transgenres pouvant aussi être menstrués).

Débouloignées, les statues de personnages historiques controversés. Léopold II, Christophe Colomb, Winston Churchill, le marchand d'esclaves Edward Colston, le gouverneur d'Algérie Thomas Robert Bugeaud... Retiré de la plateforme de streaming HBO, le film de Victor Fleming *Autant en emporte le vent*. Renommés, les *Dix petits nègres* d'Agatha Christie. Signalée, la couverture du *Vif* titrée « Et s'ils avaient été noirs ? » et représentant des personnalités blanches aux visages noircis. Au point d'en recevoir un avertissement de Facebook concernant un possible blocage de la page du magazine. Si la polémique a enflé sur les réseaux sociaux durant deux jours, le dossier de fond – qui expliquait pourquoi il y a si peu d'Afro-descendants dans les lieux dits de pouvoir – n'a été que très peu lu sur notre site.

Chasse aux ministres

Des réseaux sociaux à charge, mais pas toujours à décharge. Si ce n'est un torrent, au mieux de critiques, au pire de haine. Que Facebook, Twitter et compagnie exposent ceux qui s'exposent, merci, rien de bien neuf là-dedans. Les politiques, cibles courues et parfois légitimes, s'en plaignent depuis fort longtemps. Certains se sont même résolus à embaucher un collaborateur exclusivement dédié à expurger les commentaires malveillants. Paraît que ça occupe un temps plein. La ministre de l'Enseignement, Caroline Désir (PS), a raconté le 17 septembre dernier dans *Le Soir*, que 35 à 40 % des messages reçus sur sa page se révélaient « très haineux », comportant parfois des « sous-entendus inacceptables ». Le ministre de l'Enseignement de la Communauté germanophone, Harald Mollers (ProDG), a pour sa part démissionné, le 15 septembre dernier, mais a également quitté la politique. Marre. D'être insulté, menacé. De ne plus pouvoir « échanger d'argu-



« QUAND UNE FEMME VA DÉNONCER DES FAITS DE HARCÈLEMENT, L'HOMME BLANC VA CRIER À LA CANCEL CULTURE. »

ments avec certaines personnes ».

Les réseaux sociaux ont donné une voix à l'habituellement muette opinion publique. Un homme, un clavier : la nouvelle démocratie numérique. Ou

« l'hyperdémocratie », selon le sociologue français Jean-Claude Kaufmann. A force d'avoir la possibilité de tout dire, de tout choisir, chacun finirait par se choisir d'abord lui-même, pour s'enfermer dans sa bulle de certitudes... sans plus supporter celles des autres.

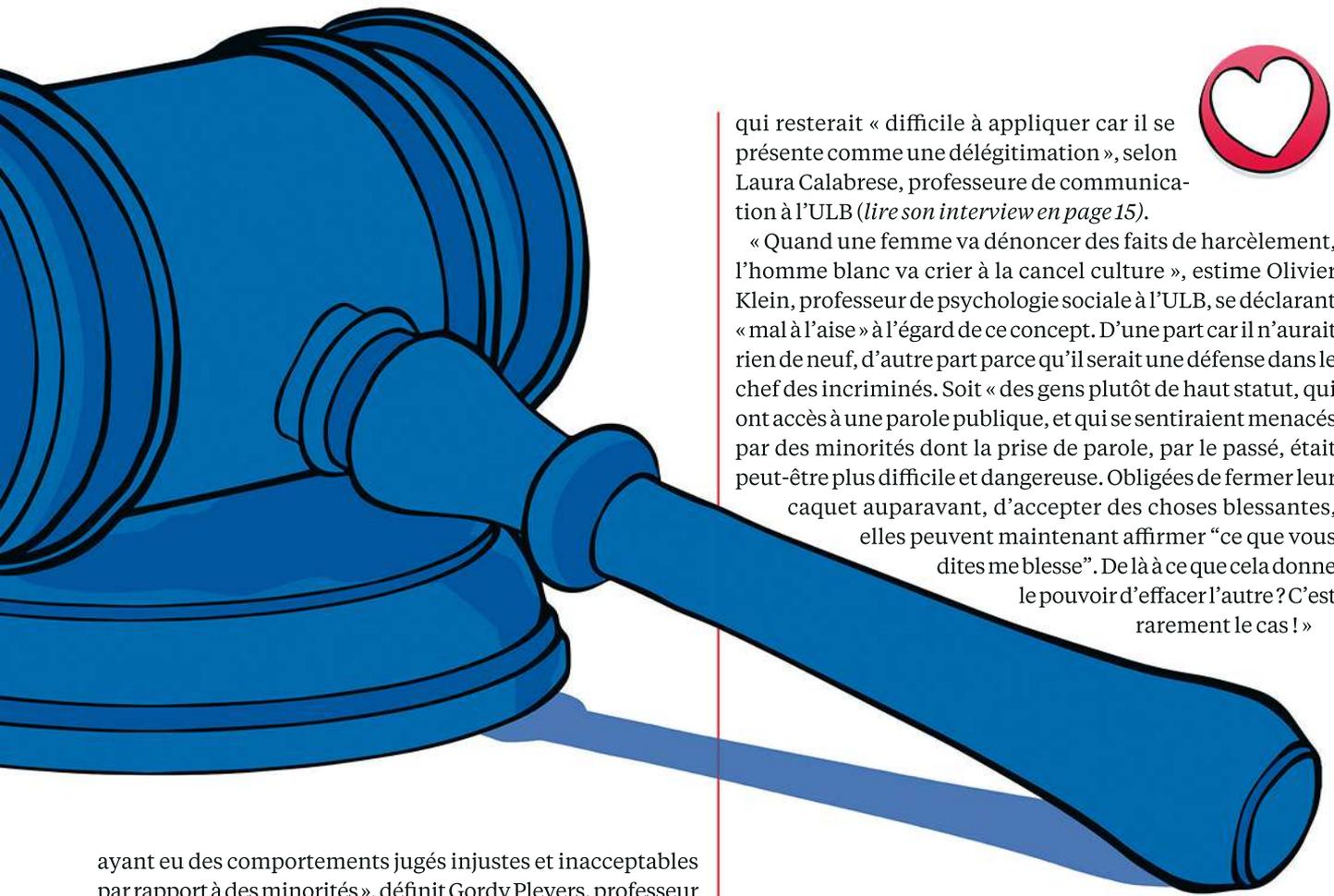
Une « démocratie émotionnelle », où règne la « pensée minute » lancée sans réflexion approfondie en réaction à la moindre publication, complète Nicolas Pinon, docteur en sciences psychologiques et chargé de cours invité à l'UCLouvain. « Et souvent, comme beaucoup d'informations se bousculent, ce qui s'avérait dramatique le lundi est déjà dépassé le mercredi. »

Mais, souvent désormais, s'exprimer ne suffit plus. Il faut réclamer une sentence. Une démission, un déboulochage, un retrait, une disparition, un boycott, qu'importe ! Pourvu que celui ou celle qui aurait offensé soit ostracisé, puni, châtié. « Parfois, nous sommes saisis de signalements qui, après examen, ne sont pas contraires à la loi. Ceux qui nous ont sollicités nous demandent alors d'intervenir malgré tout, pour « contribuer à une condamnation morale » », raconte Patrick Charlier, codirecteur d'Unia, le centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme.

L'homme blanc mis au ban

Bienvenue dans l'ère de la « cancel culture », la culture de l'effacement, de l'annulation. Un concept né aux Etats-Unis bien avant la naissance du Web mais qui retrouve une seconde jeunesse, ces temps-ci. Et qui exprime « le rôle pouvant être exercé par les médias sociaux dans le fait de vouloir « faire justice », notamment par rapport à des personnes ou des marques





qui resterait « difficile à appliquer car il se présente comme une délégitimation », selon Laura Calabrese, professeure de communication à l'ULB (*lire son interview en page 15*).

« Quand une femme va dénoncer des faits de harcèlement, l'homme blanc va crier à la cancel culture », estime Olivier Klein, professeur de psychologie sociale à l'ULB, se déclarant « mal à l'aise » à l'égard de ce concept. D'une part car il n'aurait rien de neuf, d'autre part parce qu'il serait une défense dans le chef des incriminés. Soit « des gens plutôt de haut statut, qui ont accès à une parole publique, et qui se sentiraient menacés par des minorités dont la prise de parole, par le passé, était peut-être plus difficile et dangereuse. Obligées de fermer leur caquet auparavant, d'accepter des choses blessantes, elles peuvent maintenant affirmer "ce que vous dites me blesse". De là à ce que cela donne le pouvoir d'effacer l'autre ? C'est rarement le cas ! »

ayant eu des comportements jugés injustes et inacceptables par rapport à des minorités », définit Gordy Pleyers, professeur de marketing à l'UCLouvain. Le coupable désigné : le Blanc. Homme, le plus souvent. Les armes : le hashtag, la meute numérique, le cyberharcèlement... Le but : « dénoncer et révéler au grand public des comportements jugés honteux dans le but d'exercer sur leurs auteurs une pression pour qu'ils rendent des comptes et de produire des impacts négatifs pour leur image et leur profession. »

Façon #MeToo ou #BlackLivesMatter. Les mouvements féministes et antiracistes sont à la pointe, en la matière. Ce qui interpelle observateurs et spécialistes : en général, l'appel à la censure, à la mise au pilori sociétale ne fait pas partie des codes du militantisme progressiste, mais plutôt d'une tradition conservatrice. D'où une légère réticence, pour certains, à souscrire au principe de cancel culture,



« LE NOMBRE DE COMPTES ACTIVISTES EXPLOSE EN PARTICULIER SUR INSTAGRAM. »

« On n'est plus nos parents »

De fait, Roméo Elvis n'a pas disparu de la scène du rap, Gérald Darmanin n'a pas démissionné, JK Rowling vend toujours des livres et Le Vif n'a pas disparu des kiosques. « On n'a pas le pouvoir d'organiser un boycott ! », lance Nordine Saidi,

fondateur de l'association de fait Bruxelles Panthères, dont la devise, comme celle de Malcolm X, est « La liberté, la justice et l'égalité, par tous les moyens nécessaires ! » « C'est la suprématie blanche qui "cancel" la culture des Noirs, des Arabes. Pour qu'eux puissent faire la même chose, il faudrait le même rapport de force. »

En août 2019, Bruxelles Panthères avait lancé une campagne contre le Sauvage, personnage central de la Ducasse d'Ath, grîmé de cirage noir et anneaux doré →

LE RISQUE ? « NE METTRE EN AVANT QU'UN ÉLÉMENT DE L'IDENTITÉ ALORS QUE CELLE-CI EST FORCÉMENT MULTIPLE. »

→ dans le nez, accusé d'être raciste et négrophobe. Une pétition avait circulé en ligne et une lettre avait été adressée à l'Unesco. Se sentant agressés dans leur folklore, des Athois avaient alors imprimé des tee-shirts « Je suis sauvage », qui s'étaient écoulés comme un fût de bière un jour de carnaval. « Il n'y a eu qu'un semblant de modification, mais c'est déjà ça, estime Nordine Saidi. Notre but n'est pas de boycotter les festivités – on ne demanderait pas mieux que d'y aller en famille ! – mais que les pratiques changent. »

Un an plus tôt, le militant interpellait le conseil communal de Lessines, pour réclamer la fin de la « sortie des nègres » lors de la Ducasse des Culants. « Sans réponse de votre part, écrivait-il, je vous annonce donc que nous serons nombreux à venir à Lessines, afin de sensibiliser les habitants et les participants aux pratiques racistes du blackface [...] que nous tenterons de faire annuler par tous les moyens nécessaires. » Le bourgmestre avait décidé d'annuler l'événement « par mesure de sécurité » et une asbl avait porté plainte pour... menace d'attentat terroriste. L'affaire devrait être jugée en octobre prochain. « Par tous les moyens nécessaires » ne signifie pas par des appels à la haine ou des menaces physiques. On ne soutient pas ça, précise Nordine Saidi. Mais nous ne sommes plus nos parents. Nous ne nous taisons plus. »

Les femmes et les minorités d'abord !

« Le fait que certaines personnes puissent se représenter elles-mêmes est quelque chose de tout à fait neuf, souligne Laura Calabrese (ULB). Avec tout ce que cela comporte de points

positifs et, parfois, d'excès. Car, comme dans toutes les révolutions, il y en a. Il faut un apprentissage social de cette nouvelle donne. Il faut laisser le temps. »

Une même question revient, latente, lors de chaque polémique : « Qui êtes-vous pour parler au nom de... ? » Les femmes,



PETIT LEXIQUE DE LA CANCEL CULTURE

Allergiques aux anglicismes, s'abstenir ! La cancel culture est traversée par différents concepts venus des Etats-Unis.

Safe spaces : dits aussi « espaces positifs » ou « zones neutres ». Soit des endroits (virtuels ou non) où des personnes habituellement marginalisées peuvent s'exprimer librement, sans crainte d'être attaquées, entourées d'autres partageant la même expérience. Donc, selon ses détracteurs, sans s'exposer à des opinions divergentes.

Woke : soit « éveillé », « conscient ».

Appellation que des militants, le plus souvent jeunes, se sont donnée pour qualifier leur état d'esprit combatif et intransigeant vis-à-vis d'attaques envers les minorités.

Cherry picking : ou comment les internautes cueillent, non pas des cerises, mais des informations via les réseaux sociaux, pour corroborer leurs propres convictions.

Trigger warnings : imparfaitement traduits par « avertissements en vue d'un déclenchement ». Il s'agit de mises en garde formulées à l'entame d'un livre, d'un film, voire désormais d'un cours à l'université, signalant que des propos potentiellement discriminants pourraient heurter, voire faire resurgir un souvenir traumatique.

Doxing : pratique consistant à chercher et à divulguer sur les réseaux sociaux des informations sur l'identité et la vie privée d'un individu (comme son adresse, son numéro de compte en banque etc.), avec l'intention de lui nuire.

toujours minoritaires dans le débat public veulent dénoncer elles-mêmes le patriarcat et n'acceptent plus le monopole masculin. Les Afro-descendants veulent dénoncer le racisme et n'acceptent plus le monopole blanc. Les obèses veulent dénoncer la grossophobie et n'acceptent plus le monopole mince. Les handicapés veulent dénoncer l'handicapophobie et n'acceptent plus le monopole valide. Les lesbiennes, trans, bis veulent dénoncer l'homophobie et n'acceptent plus le monopole gay. En 2015, l'auteur de BD allemand homosexuel Ralph König peignait une fresque dans les rues de Bruxelles. Censée rendre hommage aux LGBT, elle avait été taguée... par des militants LGBT car la représentation des personnages noirs et transsexuels avait été jugée trop caricaturale. De trop grosses lèvres, trop de poils.

« Avant, quand je réalisais un dessin sur les LGBT, je ne me faisais pas traiter d'anti-LGBT !, relate le caricaturiste Pierre Kroll. Maintenant, on me dit "vous n'en êtes pas, vous ne pouvez pas comprendre". Et je réponds : "qu'est-ce que vous en savez ?" Il y a quand même beaucoup de lettres, dans l'acronyme, je pourrais me retrouver dans l'une d'entre elles ! Le fait de ne plus pouvoir parler des Juifs si on n'est pas Juif, plus parler des Noirs si on n'est pas Noir... Ça, c'est un phénomène nouveau. »

Phénomène lié au militantisme exacerbé au sein de la société. Chacun peut aisément se choisir une cause et s'agrèger au sein de groupes partageant les mêmes idées. Puis gueuler. Virtuellement, s'entend. Un tout petit groupe peut parfois crier fort, quitte à ce qu'on ne voit plus que lui. Selon Nicolas Pinon (UCL), le bashing est souvent le fait de minorités très

organisées, qui « vont s'opposer à la majorité silencieuse, et donc donner un sentiment de domination ».



Infocivisme

« Le nombre de comptes activistes explose, observe Benoît Grevisse, professeur à l'UCLouvain et directeur de son école de journalisme. En particulier sur Instagram, où les moins de 35 ans se précipitent sur cette info d'un genre nouveau, engagée, parfois très agressive. Des mouvements comme Black Lives Matter ont donné un coup d'accélérateur à cela. » Avec le risque, souligné par Patrick Charlier (Unia), de « ne mettre en avant qu'un élément de l'identité alors que celle-ci est forcément multiple ».

L'intolérance commencerait quelque part par-là. Là où certains voient dans la cancel culture un rééquilibrage de la parole publique,

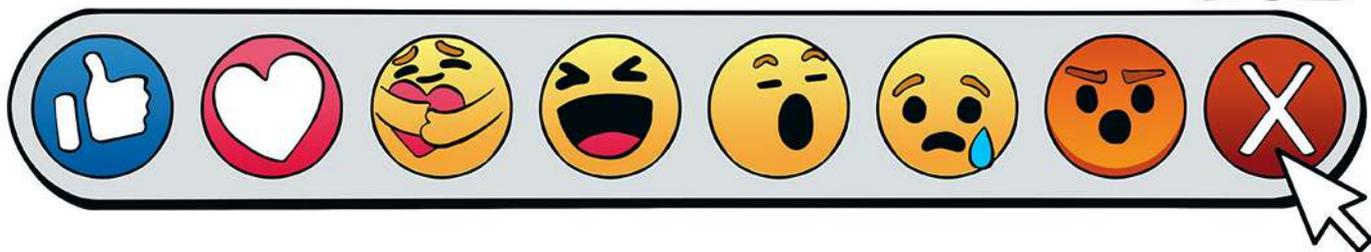
d'autres y perçoivent une restriction de la liberté d'expression. Une impossibilité du débat, sur le mode « celui qui n'est pas d'accord avec moi est forcément contre moi ». « Une sorte de police de la pensée, qui dit ce qui est acceptable ou non,

avance Jean-François Raskin, professeur de sociologie des médias et administrateur général de l'Ihecs (Institut des hautes études des communications sociales). Or, le débat vaut toujours mieux que l'avènement d'une pensée unique. »

« On a l'impression que les gens n'ont plus le droit d'être choqués, embraille Nicolas Vadot, dessinateur de presse notamment pour Le Vif et L'Echo. Evidemment, il y a des lois et des tribunaux pour les faire respecter. Mais le droit au blasphème est un fondement de la liberté d'expression. On →

« SOUVENT, COMME
BEAUCOUP
D'INFORMATIONS SE
BOUSCULENT, CE QUI
S'AVÉRerait DRAMATIQUE
LE LUNDI EST DÉJÀ
DÉPASSÉ LE MERCREDI. »

Cancel



→ assiste à une défaite de plus en plus latente de la liberté de penser.»

Les 150 signataires (dont Noam Chomsky, Margaret Atwood, Salman Rushdie, Steven Pinker, JK Rowling...) de la carte blanche « A letter on justice and open debate » n'affirment rien d'autre. Publié le 7 juillet dernier dans le mensuel américain *Harper's* et traduit le lendemain dans *Le Monde*, ce texte évoque une « atmosphère étouffante » et une « intolérance à l'égard des opinions divergentes, [un] goût pour l'humiliation publique et l'ostracisme, [une] tendance à dissoudre des questions politiques complexes dans une certitude morale aveuglante. » Pour vaincre les mauvaises idées, « il faut les exposer, argumenter et convaincre, et non pas essayer de les taire ou espérer qu'elles disparaissent », concluent-ils en appelant à conserver une liberté de penser, quitte à parfois risquer, choquer, se tromper.



raient désormais parfois à deux fois avant d'évoquer ces sujets devenus hypersensibles.

« Récemment, pour *CinéTéléRevue*, j'ai voulu faire un dessin où une enseignante avait du mal à reconnaître ses élèves, à cause du masque. Sauf Killian, le seul Noir de la classe. Mais j'ai arrêté », raconte Pierre Kroll. Qui a aussi décidé de ne plus représenter de Juifs orthodoxes dans ses caricatures, après que le dernier en date (représentant le « village covid » à Anvers, sur lequel un petit personnage juif était visible à l'arrière-plan) a été qualifié d'antisémite et fait l'objet d'un signalement à Unia. « Jamais je ne m'autocensure », assure Nicolas Vadot, qui a toutefois fini par quitter les réseaux sociaux il y a un an et demi, et qui n'y est revenu que durant le confinement, uniquement pour y assurer sa promo. « Mais, évidemment, si je dessine Mahomet en page 3 du *Vif*, je sais que je devrai vivre avec cinq gardes du corps. »

Compliqué pour les médias de republier les caricatures de

Apprendre des vieux cons ?

Pour Nicolas Vadot, habitué à aller à la rencontre des étudiants lors de débats organisés dans les écoles, les réactionnaires actuels ne sont plus les vieux, mais les jeunes, « beaucoup plus vite offensés ». « Etre un vieux con, aujourd'hui, consiste à savoir rire de tout. D'ailleurs, dans mon métier, il n'y a pas de jeunes ! Ils n'osent plus faire de dessins, de peur de se faire descendre. »

L'autocensure, ce dangereux corrosif qui agit sur la pensée comme la rouille sur l'acier... Pour ne pas risquer de faire l'objet de raids, intellectuels, philosophes, journalistes, politiques, etc. – bref, les représentants de la parole publique traditionnelle – réfléchissent

123

dossiers ouverts en 2019, contre 52 l'année précédente (+57 %) : le MRAX (mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie) remarque une progression constante des signalements « médias et internet ». L'association rappelle que, si le Web permet une « mobilisation de ceux et celles qui entendent lutter contre les idées racistes, négationnistes ou xénophobes en ligne », c'est aussi parce que ces idées y prolifèrent. Internet, cette « tanière sûre pour les propos haineux », décuple les possibilités de les propager vers un public qui n'y était habituellement pas confronté. « Si le monde réel limitait les discours de haine à l'entourage proche, avec le Web, il n'y a plus de barrière. »

Charlie Hebdo, celles que les frères Kouachi ont voulu faire disparaître à coups de kalachnikov. Le procès des attentats se déroule d'ailleurs sans que la presse ne montre les dessins qui en ont été à l'origine. En juin, le *New York Times* renonçait aux caricatures, après le tollé provoqué sur les réseaux sociaux par l'une d'elles, représentant Trump coiffé d'une kippa et tenant en laisse un chien aux traits de Benjamin Netanyao. Victoire pour la lutte antiraciste et antisémite (voire pour les pro-Trump et les défenseurs des animaux), ou recul de la liberté d'expression ? Plus ça avance, plus fréquente risque de devenir la question. ▣